

Le hold-up du gouvernement Sarkozy sur le logement social

Depuis 2002, les gouvernements UMP ont tous fait le choix d'affaiblir l'engagement de l'Etat en faveur du logement social et de favoriser par la fiscalité la construction de logements neufs en accession à la propriété ou à la location mais à des prix très élevés ne répondant ainsi pas du tout à la demande des centaines de milliers de français ayant des difficultés de logement.

☞ La Loi Robien suivie par la Loi Scellier ont donné un coup de pouce à la construction, mais pour des logements de grand standing, chers et surtout dans des villes ou quartier qui n'étaient pas en tension et où la demande est faible.

☞ La construction de logements HLM de type PLAI n'a jamais été aussi basse depuis 2002 alors même que le gouvernement a fait voter en 2007 la Loi DALO qui de fait ne peut pas être appliquée compte tenu de l'inflation des listes d'attente. Par ailleurs cette loi évince un très grand nombre de ménages de l'accès au logement social. La changement des plafonds et le durcissement du surloyer vont d'ailleurs dans le même sens en renforçant la ghettoïsation du logement social.

☞ Les expulsions locatives ont explosé en contradiction totale avec la Loi DALO.

☞ Avec le dispositif de l'ANRU, l'Etat a incité une politique de démolition-reconstruction. Le principe devait être de 1 logement construit pour un logement détruit. Or, non seulement la règle n'est pas respectée mais de plus les logements construits en lieu et place sont souvent bien plus petit que ceux qui existaient avant.

Mais le coup de grâce vient d'avoir lieu avec la décision inédite de faire financer le logement social, par le logement social. La loi de finances 2011 prévoit ainsi de prélever 340 millions par an sur les organismes HLM. Cette ponction annoncée constitue un véritable holdup sur les moyens du logement social. Elle sera calculée sur la base de 2,5% des loyers collectés en 2010. A l'OPH d'Aubervilliers ce prélèvement est estimé à 850 K€ pour la seule année 2011. La pénurie de logements va donc s'aggraver, les files d'attente des demandeurs de logements sociaux vont s'allonger et des emplois dans la filière du bâtiment vont être supprimés. Ces mesures sont injustes et socialement inefficaces. A l'OPH d'Aubervilliers ce sont autant d'actions de réhabilitations ou de projets de constructions neuves qui sont menacées par ce projet de taxe sur les logements sociaux.

Enfin, le gouvernement ne s'est jamais donné les moyens de faire appliquer la loi SRU donnant obligation à toutes les communes d'avoir au moins 20% de logements social. A cette politique du logement, s'ajoute le désengagement dans les services publics, le désengagement de l'Etat dans l'Education Nationale par la suppression de postes, le désengagement dans la police, l'affaiblissement des collectivités locales. Cinq ans après les émeutes urbaines de 2005, ce gouvernement n'a rien compris et n'a jamais pris la mesure de ce qui s'était alors passé dans notre département.

PS



Le groupe des Elu(e)s Socialistes et Républicains
Parti Socialiste Aubervilliers
167 rue André Karman

www.ps-aubervilliers-elus.com